

Pour la gauche non mélenchoniste, une nécessaire mise à jour

Editoriale

A un an des élections présidentielle et législatives de 2027, les difficultés se multiplient pour la gauche non mélenchoniste. Il y a d'abord les divisions. Consubstantielles de cette famille politique, elles semblent aussi importantes qu'il y a cinq ans, où, lors de l'élection suprême, la candidate socialiste, Anne Hidalgo, avait réuni 1,7 % des suffrages quand l'écologiste Yannick Jadot plafonnait à 4,6 %, loin derrière le candidat de La France insoumise (LFI), Jean-Luc Mélenchon, et ses 21,95 % des suffrages. Aujourd'hui, les prétendants se multiplient – environ une dizaine – jusqu'à la caricature, et aucune méthode n'est arrêtée pour désigner une candidature commune puisque le processus de primaire semble de moins en moins viable, après la multiplication des refus d'y participer, notamment de la part de Raphaël Glucksmann et de François Hollande.

Mais c'est surtout l'absence de toute volonté de mise à jour qui représente le danger le plus mortifère pour cette gauche, dans un contexte international incertain dont l'une des conséquences directe est, sur le plan national, une situation économique qui s'assombrit, avec une inflation et un chômage repartis à la hausse. Certes, le Parti socialiste (PS) a mis sur la table, fin avril, un projet ancré à gauche, rassemblant quelque 600 mesures, non chiffrées. Elles doivent encore être amendées par les militants pour aboutir à une version finale au début de l'été. Mais ces propositions se résument aux invariants de gauche comme, par exemple, taxer les plus riches, augmenter le smic et réinstaurer la police de proximité. Sans apporter d'idées nouvelles.

Une forme de repli sur un « glorieux passé » et sur le patrimoine symbolique accentue cette impression. Lors du dernier congrès, à Nancy, en 2025, le député des Landes et président du groupe PS à l'Assemblée nationale, Boris Vallaud, a ainsi lancé un

journal, *Le Nouveau populaire*, clin d'œil au titre historique (1916-1970) des socialistes. Début mai, quand il a annoncé son départ de la direction du PS pour dénoncer la « *stratégie d'isolement et d'enlisement* » du premier secrétaire socialiste, Olivier Faure, dans la perspective de la présidentielle de 2027, M. Vallaud a appelé à réunir les autres partis de gauche, sauf LFI, pour faire une « *nouvelle gauche plurielle* », du nom de l'alliance qui avait mené Lionel Jospin à Matignon, en 1997.

Cette tentation nostalgique, qui traduit une incapacité à porter des idées nouvelles, n'est pas l'apanage du PS. Les communistes, eux, multiplient, par exemple, les références au programme du Conseil national de la Résistance. Quant aux Ecologistes, s'ils n'usent pas de référence au passé, ils ne parviennent pas à faire prospérer, dans le débat public, de nouvelles idées – à l'image de l'« *écologie populaire* », mise en avant par plusieurs dirigeants, mais qui n'a jamais été précisément définie –, la faute à un manque de travail de fond depuis plusieurs années.

Cette situation ne peut que renforcer Jean-Luc Mélenchon. Candidat pour la quatrième fois à l'élection présidentielle, il construit depuis longtemps son projet politique à travers son programme, *L'Avenir en commun*, mais aussi ses ouvrages, ses nombreuses notes de blog et l'institut La Boétie, qu'il préside avec la députée du Val-de-Marne Clémence Guetté. S'ils veulent concurrencer LFI et surtout peser face à l'extrême droite, les autres partis de gauche devront sortir du confort nostalgique et proposer une vision pour la France de 2027, adaptée aux nombreux défis, géopolitiques, économiques et environnementaux, qui l'attendent.